



S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

# INFO RAPIDE

## Destinataires :

- . Bureau national
- . Fédérations
- . URI
- . UD
- . Secrétaires confédéraux

**N°44 Du 17 juillet 2018**

## **Rencontre du Président de la République avec les organisations syndicales et patronales**

Le Président de la République a reçu mardi 17 juillet les chefs de file des organisations syndicales (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC et CFTC) et patronales (Medef, CPME et U2P) représentatives, lors d'une réunion qui a duré 3 heures.

Dans son introduction à l'échange, le Président a reconnu que la méthode lors de cette première année n'avait pas été exempte de difficultés. Mais il a affirmé sa volonté de rentrer dans une nouvelle phase de discussion avec les organisations syndicales et patronales, avec un calendrier précis dès la rentrée et sur toute l'année 2019.

- Dès septembre, les discussions s'ouvriront sur le renouvellement de la convention sur l'assurance-chômage et sur la stratégie de lutte contre la pauvreté ;
- En septembre/octobre, le gouvernement proposera une négociation sur la santé au travail et la gouvernance du système. Il a également évoqué le thème de la qualité de vie au travail. Des annonces seront faites sur le plan santé hôpital.
- Dès début 2019, le bilan des concertations en cours sur les fonctions publiques sera discuté. Au premier semestre, ce sera la réforme des retraites. Puis le lancement d'une concertation approfondie sur le sujet de la dépendance.
- En parallèle, le Président souhaite tenir un agenda européen. Il a souligné que la présidence française du G7 en août 2019, qui tombe en même temps que le centenaire de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), pourra être l'occasion de porter des sujets économiques, sociaux et environnementaux.

Les organisations syndicales et patronales ont pris la parole tour à tour, à commencer par la CFDT (voir en annexe l'intervention de Laurent Berger). Toutes ont réaffirmé la volonté d'être impliquées dans les discussions entre partenaires sociaux, mais également de s'inscrire dans l'agenda proposé par le Président.

E. Macron a ensuite repris la parole pour préciser certains points, et pour rebondir sur des thématiques évoquées dans les interventions.

- **Sur l'action publique**, il a réaffirmé sa volonté de maîtrise des dépenses, en précisant toutefois ne pas vouloir faire d'économie avec la réforme des retraites. Il a également fait part de sa volonté de redonner du sens et de déconcentrer l'action publique pour plus de proximité dans les territoires, tout cela en discutant avec les organisations syndicales.  
Sur le plan hôpital et sur les EHPAD, il a réaffirmé la nécessité de lutter contre la souffrance des salariés, dans les hôpitaux et les Ehpad, de décroiser la ville et l'hôpital et de repenser les structures d'accès aux premiers soins.
- **Sur l'assurance chômage** : le Président a affirmé vouloir se diriger vers le modèle scandinave plutôt que vers un modèle « à l'anglo-saxonne ». Il a réaffirmé la nécessité de lutter contre la « permittence » et contre la précarité dans certains secteurs, à travers le bonus/malus. Il a dit vouloir désendetter l'assurance chômage mais sans remettre en cause les critères d'indemnisation.  
Des bilatérales avec le Premier ministre auront lieu dès la rentrée pour une feuille de route concertée. Le Président a exprimé son accord avec la proposition CFDT d'un diagnostic en amont de la négociation.
- Il a également acté sa volonté d'avancer sur les questions de **lutte contre les discriminations, d'inclusion, et sur le thème des relations donneurs d'ordre/sous-traitants**.
- **Sur l'agenda européen**, le Président est d'accord pour un travail conjoint, proposé par la CFDT, sur le budget de la zone euro.
- **Sur la démocratie et le paritarisme**, le Président a exprimé le souhait que les organisations syndicales et patronales soient plus fortes. Il a dit vouloir repenser la république contractuelle et l'évolution du tripartisme, en mandatant quelqu'un pour mener la réflexion, dans la perspective d'ouvrir au printemps 2019 un débat sur les légitimités et les champs d'interventions de chacun.

Le Président a insisté sur le fait que, s'agissant de la démocratie sociale, la France peut être à contre temps de ce qu'il se passe ailleurs en Europe et dans le monde, là où la place des partenaires sociaux est amoindrie.

Il a conclu en proposant de se revoir dans ce même cadre au plus tard au printemps 2019, et si besoin avant.